

Certains ont suivi à distance les manifestations parisiennes du mouvement Extinction Rébellion, Bas qui y participait n'est pas encore revenu. Apparemment l'occupation des places n'a pas déclenché de répression policière. Lorsqu'un groupe de gens s'est trouvé coincé par les policiers certains ont pu se sauver et d'autres se sont laissés évacuer.

On approfondit ensemble ce que sont **les principes de non violence** <sup>1</sup>.

On cite des exemples : les militants contre l'installation du dépôt de déchets nucléaires de Bures sont entrés en groupe au sein de l'enceinte interdite du Bois Leju.

En Pologne lorsque Jaruzelski a repris le pays en main, les militants s'appliquaient à faire des croix au sol avec des bouquets devant les monuments alors que c'était interdit et qu'un policier gardait le lieu.

La non violence prône la désobéissance civile. Pourquoi faisaient-ils ce geste apparemment sans suite ? « Pour montrer que c'est nous qui avons le pouvoir ! »répondaient-ils.

Les gilets jaunes se voulaient et se disaient non violents mais ils n'avaient pas acquis l'expérience et les méthodes des mouvements non violents surtout lorsqu'ils ont déclenché une répression marquée par des atteintes physiques.

A côté des manifestations non violentes de désobéissance civile pour faire pression sur l'Etat le blocage de projets comme celui du triangle de Gonesse s'impose. Ils ne manquent pas, malheureusement.

On annonce une grève générale début décembre tous ensemble sur tous les sujets. Il faut faire masse mais à l'issue du mouvement chacun pourra en récupérer l'initiative.

**L'Etat n'est pas seul responsable de toutes les décisions** que nous condamnons aujourd'hui . Il y a certes l'intérêt des financiers et de leurs investissements industriels, mais il y a aussi la pression de l'emploi comme les agriculteurs, premières victimes des traitements chimiques qui, au nom de la FNSEA, réclament l'usage de pesticides pour leurs cultures, les ouvriers des mines ou des usines de produit toxique (amiante) ne quittent pas leur emploi. Ils espèrent « passer entre les gouttes » comme on le fait pour l'alcool et le tabac. Le « bien commun » qui devrait inspirer les décideurs n'est pas le même pour tous et nos Etats, comme la plupart des citoyens pense que le progrès et le bien être passent par les emplois quels qu'ils soient.

Imaginons : dans quelques années, plus d'internet, de téléphone, de voiture. Comment communiquerions entre nous ? **Comment se préparer**, prévoir, inventer des modes alternatifs pour répondre à ces besoins de communiquer, de vivre ensemble ?

Le Comité national de la biodiversité (confié paraît-il aux fédérations de chasseurs) a lancé un **inventaire territorial de la biodiversité**. Des communes d'ici ont reçu un financement pour le faire, le PNC accompagne l'opération. N'y avait-il pas de projet plus urgent à financer comme l'aide aux agriculteurs pour se passer de pesticides.

Les membres du **groupe « déclaration d'urgence climatique »** présents font écho de la réunion de travail (voir PV dans la documentation). Le travail n'est pas encore suffisamment avancé pour qu'on puisse apporter des compléments ou des interrogations sur les options prises.

---

<sup>1</sup> Le rédacteur du PV rajoute la définition donnée lors d'un interview : on s'interdit toute atteinte à l'intégrité physique et morale des personnes.